

Nouvelles locales du mercredi 1er octobre 2014

@rib News, 01/10/2014 ĩ SĂ©curitĂ© - Un corps sans vie a Ă©tĂ© dĂ©couvert sur la colline Nyarunazi de la commune et province Ruyigi le matin de ce mercredi. La victime rĂ©pondait au nom de Daniel Ntibandetse et sa famille a signalĂ© quĂ©tmil avait Ă©tĂ© portĂ© disparu lundi soir alors quĂ©tmil se rendait dans ses champs. Le corps prĂ©sentait des blessures au niveau du ventre et de la tĂ©te comme sĂ©tmil avait Ă©tĂ© attaquĂ© Ă© lĂ©tmide dĂ©tmun objet mĂ©tallique. La police et lĂ©tmadministrateur ont demandĂ© des enquĂ©tes et prĂ©cisent que des enquĂ©tes ont dĂ©jĂ© commencĂ©es. Les voisins de mĂ©me que la famille de la victime sont quant Ă© eux Ă©mus de cette mort et prĂ©cisent quĂ©tmil est incomprĂ©hensible comment une personne qui Ă©tait en bon terrain avec tout son voisinage a pu Ă©tre tuĂ©. Ils demandent que la police et la justice fassent leur travail. [rpa/isanganiro/rtnb]

- Un corps sans vie dĂ©tmun pĂ©cheur a Ă©tĂ© retrouvĂ© flottant sur les eaux du lac Tanganyika au niveau de la prison de Murembwe dans la commune de Rumonge en province Bururi le matin de ce mercredi. Selon des informations recueillies sur place, il avait disparu lundi soir alors quĂ©tmil Ă©tait parti avec ses amis pour pĂ©cher. Les associations des pĂ©cheurs demandent que les propriĂ©taires des bateaux de pĂ©che leur fournissent des gilets de sauvetage pour sĂ©tm en cas de besoin. La police de sa part affirme quĂ©tmelle a entamĂ© des enquĂ©tes Ă© ce sujet. [rpa/bonesha] - AprĂ©s une attaque attribuĂ©e aux jeunes Imbonerakure dans certains mĂ©nages de la colline Murengeza de la commune Mpanda en province Bubanza dans la nuit de lundi Ă© mardi, les habitants dont les portes de maisons ont Ă©tĂ© dĂ©foncĂ©es et dĂ©truites demandent que justice soit faite afin quĂ©tmils reĂ§oivent des indemnitĂ©s quant Ă© leurs biens endommagĂ©s par ces jeunes. Ils trouvent mĂ©me quĂ©tm aucune enquĂ©te nĂ©tm est nĂ©cessaire puis que les auteurs de ces actes sont connus de tout le monde. Le commissaire de la police dans cette province annonce quĂ©tm une dizaine de personnes y compris ceux qui la population pointe du doigt ont Ă©tĂ© convoquĂ©s par la police judiciaire dans cette province. [rpa/bonesha] - A ce mĂ©me sujet, les concernĂ©s ont des versions diffĂ©rentes des faits qui se sont dĂ©roulĂ©s la nuit de lundi Ă© mardi oĂ©1 des coups de feu ont Ă©tĂ© entendus et une grenade a Ă©tĂ© lancĂ©e tout cela par ce mĂ©me jeunes Imbonerakure qui ont attaquĂ© certains mĂ©nages. En outre, la population demande que les armes que ces Imbonerakure dĂ©tiennent et ont utilisĂ©es cette nuit soient retirĂ©es. Mais, la police fait savoir quĂ©tmil nĂ©tm y a pas dĂ©tmarmes qui ont retenti puis que ce qui est passĂ© avait une origine fonciĂ©re. Mais, le chef de secteur Murengeza parle plutĂ©t dĂ©tmun conflit ayant pour origine les boissons prohibĂ©es. [rpa/bonesha] ĩ Economie

- La PARCEM demande au ministĂ©re des finances et de la planification dĂ©tmacheminer le projet de loi portant exercice budgĂ©taire de 2015 dans les meilleurs dĂ©lais devant lĂ©tm assemblĂ©e nationale. Selon le prĂ©sident de cette ONG locale, cela permettrait aux dĂ©putĂ©s dĂ©tm analyser profondĂ©ment et minutieusement ce projet de loi afin dĂ©tmadopter un texte bien mĂ©ri. Faustin Ndikumana estime que le budget doit Ă©tre rĂ©parti selon les secteurs prioritaires et productifs comme lĂ©tm agriculture et lĂ©tm Ă©levage, lĂ©tm environnement, lĂ©tm Ă©nergie et dĂ©tm accroĂ©tre la production. Il trouve par ailleurs que la prĂ©sidence de la RĂ©publique a un budget colossal alors quĂ©tm elle ne produit pratiquement rien dans les plus brefs dĂ©lais. Lors dĂ©tm une confĂ©rence de presse animĂ©e ce mercredi, il a tenu Ă© dire que plus le texte est prĂ©sentĂ© trop tard, plus les dĂ©putĂ©s ne lĂ©tm analysent pas Ă© fond et votent par consĂ©quence un texte incomplet qui laisse le champ libre au gouvernement sans aucun contrĂ©le. Il demande ainsi aux dĂ©putĂ©s de contraindre le ministĂ©re des finances Ă© faire ce travail avant le dĂ©but de la session dĂ©tm octobre comme la loi le stipule. [bonesha/rtr/rpa/isanganiro]

ĩ Politique - La CENI vient de mettre en place les Commissions Electorales Provinciales IndĂ©pendantes (CEPI) ce mardi. Ainsi, le nombre de membres de ces commissions varie en fonction des communes qui composent chaque province. Le porte-parole de la CENI affirme que cela a Ă©tĂ© dictĂ© par le fait que chaque commune doit avoir un encadreur au sein de la CEPI afin que les prĂ©sidents et les vice-prĂ©sidents des commissions au niveau provincial soient dĂ©chargĂ©s et se bornent sur le contrĂ©le gĂ©nĂ©ral des activitĂ©s. Il sĂ©tm est aussi observĂ© une diminution de lĂ©tm effectif des religieux catholiques dans les CEPI de cette annĂ©e en comparaison avec lĂ©tm effectif de 2010. Prosper Ntahorwamiye explique cela par le souci de faire un certain Ă©quilibre entre les confessions religieuses mais aussi par le fait que lĂ©tm ArchevĂ©que de Bujumbura nĂ©tm a pas donnĂ© de candidat. [bonesha/rtnb/rtr/isanganiro/rpa] - Le parti UPD dirigĂ© par Zed Feruzi trouve que la composition des CEPI ne respecte aucun ordre politique ou social du pays. Ce dernier constate que quĂ©tmil nĂ©tm y a pas eu de transparence dans la nomination de ces commissaires provinciaux puis quĂ©tm en regardant, lĂ©tm on ne parvient pas Ă© constater leur formations politiques ou les organisations de la sociĂ©tĂ© civile dĂ©tm origine des commissaires nommĂ©s. Il demande Ă© la CENI de montrer leur appartenance politique ou sociale. Le porte-parole de la CENI a rĂ©pliquĂ© en affirmant que cette derniĂ©re sĂ©tm est uniquement basĂ©e sur des considĂ©rations dĂ©tm constitutionnel oĂ©1 les Hutu et les Tutsi ont reĂ§u respectivement 60 et 40% alors que les femmes ont eu 30% et les Batwa 3 places. En effet, sur les 17 provinces, 3 commissions seront dirigĂ©es par des femmes en lĂ©tm occurrence les provinces de Bujumbura, Cankuzo et Muyinga. Prosper Ntahorwamiye prĂ©cise aussi quĂ©tm en plus des confessions religieuses, les partis politiques agrĂ©Ă©s au ministĂ©re de lĂ©tm intĂ©rieur ainsi que les organisations de la sociĂ©tĂ© civile ont reĂ§u leurs places. [bonesha/rtnb/rtr/rpa]

- La fondation Ă© Mouhamed Ibrahim Ă© a sorti un rapport annuel sur la gouvernance Ă©conomique et politique dans les pays africains. Le Burundi occupe la derniĂ©re place dans les pays de lĂ©tm East African Community alors quĂ©tmil occupe la 38Ă©me place au niveau africain aprĂ©s lĂ©tm annĂ©e 2013 oĂ©1 il Ă©tait 39Ă©me. La premiĂ©re place au niveau africain est occupĂ©e par les Iles Maurice alors que le dernier est la Somalie. Cette fondation attribue en effet une rĂ©compense de 200.000 dollars amĂ©ricains Ă© chaque chef dĂ©tm Etat africain qui a apportĂ© des avancĂ©es significatives en matiĂ©re de la paix, lĂ©tm Ă©conomie et la politique et qui sĂ©tm est distinguĂ© par son caractĂ©re dĂ©tmocratique surtout en ce qui est du respect de la constitution sur la passation du pouvoir. Rappelons que depuis la crĂ©ation, cette rĂ©compense nĂ©tm a jamais Ă©tĂ© remportĂ©e par un chef dĂ©tm Etat de lĂ©tm Afrique de lĂ©tm Est et ni celui de lĂ©tm Afrique de lĂ©tm Ouest. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

ĩ Droit de lĂ©tm homme - Alors que le Burundi sĂ©tm est joint ce 1er octobre au monde entier pour cĂ©lĂ©brer la journĂ©e internationale dĂ©diĂ©e aux personnes Ă©gĂ©es, les organisations de dĂ©fense des droits de lĂ©tm homme dans la province Muramvya dĂ©plorent le fait que la prison du chef-lieu de cette province abrite 3 personnes trĂ©s Ă©gĂ©es et qui devraient bĂ©nĂ©ficier dĂ©tm une libertĂ© provisoire conformĂ©ment Ă© une circulaire du ministĂ©re de la justice demandant que de telles personnes soient relĂ©chĂ©es. Ces personnes sont en effet Ă©gĂ©es de plus de 70 ans. Le directeur de cette

maison pénitentiaire annonce de son côté qu'il est au courant de ces cas mais que seules deux personnes pourront être libérées et que la troisième le sera par le tribunal de grande instance de Muramvya. [isanganiro]